

Contrat conclu hors établissement : indication d'un délai précis de livraison !



© 2024 Les Echos Publishing

Les contrats conclus à distance ou hors établissement entre un professionnel et un consommateur sont strictement réglementés. Ils prévoient notamment un droit de rétractation pour le consommateur pendant un délai de 14 jours.

Précision : un contrat hors établissement est un contrat conclu en la présence physique simultanée du professionnel et du consommateur dans un lieu qui n'est pas celui où le professionnel exerce son activité en permanence ou de manière habituelle, y compris à la suite d'une sollicitation ou d'une offre faite par le consommateur, donc par exemple au domicile de ce dernier ou sur son lieu de travail.

Préalablement à la conclusion, à distance ou hors établissement, d'un contrat de vente ou de fourniture de services, le professionnel doit communiquer au consommateur, de manière lisible et compréhensible, un certain nombre d'informations, notamment les caractéristiques essentielles du bien ou du service, le prix de ce bien ou de ce service, la date à laquelle ou le délai dans lequel le professionnel s'engage à livrer ce bien ou à fournir ce service et le délai et les modalités d'exercice du droit de rétractation.

S'agissant plus particulièrement des contrats conclus hors établissement, le professionnel doit remettre au consommateur un exemplaire du contrat, daté et signé par les parties, comportant toutes ces informations. Et attention, faute de satisfaire à cette obligation, le contrat encourt la nullité.

Une date ou un délai précis de livraison

À ce titre, les juges ont précisé, dans une affaire récente, que si l'exemplaire du contrat remis au consommateur indique, non pas une date ou un délai précis de livraison du bien ou d'exécution du service, mais un délai maximal de livraison figurant dans les conditions générales, le contrat n'est pas valable et est susceptible d'être annulé.

Illustration : dans cette affaire, le consommateur a obtenu la nullité du contrat relatif à la fourniture et à la pose de panneaux photovoltaïques à son domicile car le bon de commande n'indiquait pas la date d'exécution des différentes prestations, la mention d'un délai maximum dans les conditions générales, au demeurant illisible sur l'exemplaire qui lui avait été remis, ne permettant pas, selon les juges, de suppléer l'absence de ces indications.

[Cassation civile 1re, 24 janvier 2024, n° 21-20693](#)

© 2024 Les Echos Publishing